Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté
12, rue Marie-Henriette 5000 Namur
bureau@rwlp.be www.rwlp.be
Tél : 081/312117 Fax : 081/312118

Assemblée Résidentielle d'Hiver
du 20-21-22 février 2014 : Villers-Sainte-Gertrude.

Compte rendu des groupes de travail et de la rencontre
autour et avec Matéo Alaluf principalement sur le principe d'allocations universelles.

L'ensemble des participants au résidentiel ont été répartis en 3 ateliers pour travailler à partir des questions de 'salaire, revenu, emploi, bénévolat, pension'.

Les débats ont été vifs, animés et riches. Le résumé écrit ne peut que donner une vision partielle de cette richesse. Toutefois, il s'agit d'une trace qui permet aux personnes de poursuivre le travail dans les réunions organisées dans la foulée, à des personnes d'entrer dans la réflexion.

En effet, pour rappel, le contenu « revenus, travail, emploi » a été abordé pour une première fois lors de l'Assemblée Résidentielle. Le sujet motive et beaucoup ont envie de le creuser et de se revoir pour travailler ensemble là-dessus. Des temps de réunions sont prévus pour poursuivre la réflexion, répondre aux questions, prendre des positions, faire des recommandations. Voici le calendrier à ce jour, et les pistes pour la suite :

- **Le vendredi 11 avril, de 13h30 à 16h, Groupe de travail permanent « revenu-travail-emploi » dont le contenu portera sur** :
  La mise en commun du travail de l'assemblée résidentielle de Villers (revenu, emploi, travail, bénévolat) ; la dégressivité des allocations de chômage ; Informations sur des actions/manifestations contre la nouvelle réglementation sur le chômage ; l'accès au travail pour les personnes en situation particulièrement fragilisées (problème de santé mentale, d'accident de travail lourd, suite à un emprisonnement), explications et suggestions pour les réunions suivantes.

- **Le mardi 06 mai de 13h30 à 16h00 au RWLP** :
  Information/débat sur l'allocation universelle avec Philippe Defeyt.
- **Le vendredi 23 mai de 9h45 à 15h45 au RWLP** :
- Information/débat sur : du travail encore pour tous ? Le partage du temps de travail ? Quel travail ? Travail en groupe avec intervention de Matéo Alaluf.
- **Les suites à programmer (nous ferons l'agenda avec le groupe, et personnes à contacter) :**

- information/débat sur « le revenu à vie » de Bernard Friot ;
- information/débat de Danielle Meulders sur le travail/l'emploi au féminin ;
- information/débat sur les pièges à l'emploi et la difficulté d'accéder tout simplement à l'emploi ;
- Information/débat en lien avec l'emploi des jeunes/ Neets ;
- Information/débat sur les métiers utiles aux humains, sur les métiers ingrats, sur les métiers pénibles… comment réguler, respecter, rémunérer, inventer ?

Nous pouvons regrouper les réactions/interventions/questions en quelques grands thèmes. Les questions sont reprises comme telles, ce sont autant de questions à creuser, de contenus à analyser, peut-être aussi à démonter (clichés, message massif des médias sans nuances).

Des questions (de philosophie) générales

L'idée du bonheur est-elle encore celle qu'on nous représente sous la forme de la « réussite » dans la publicité ou faut-il donner une autre place à l'individu en fonction de nouvelles alternatives… ? Sachant qu'on détricote la sécurité sociale, que les traités européens sont signés, quelles propositions restent-ils face à ce **paradoxe entre défense de la sécurité sociale et libéralisme étendu** ? Quelles **alternatives, initiatives citoyennes** pourraient être développées au-delà des plus connues comme les SEL, le troc, les jardins solidaires…pour développer un autre modèle ? Comment se fait-il qu'on en soit arrivé à ne plus pouvoir « choisir » un emploi épanouissant, gratifiant, en rapport avec ses compétences ? Et surtout comment se fait-il que **même un emploi** qu'on n'a pas choisi **n'offre plus la perspective d'une vie meilleure, d'un projet.** Dans les échanges, beaucoup de constats négatifs sont sortis sur les inégalités, la qualité de l'emploi, les sous salaires, le principe de la société basée sur la surconsommation au détriment de la qualité de vie et de l'environnement et ce, en excluant la plus grosse partie de la société (le peuple), **comment dans ces circonstances y croire encore ?** Sur **quel espoir** faut-il s'appuyer ? Comment 10 Milliards d'êtres humains choisissent-ils et/ou tolèrent-ils de dépendre d'un infime pourcentage de plus riches ?

Pour une qualité de l'emploi !

Dans l'emploi, est-ce **une obligation d'être subordonné ?** Et quel est **le rôle de l'éducation, de la formation ?** Comment faire pour que les statuts ponctuels/précaires soient remplacés **par des statuts solides et durables ?** Comment faire pour que tout le monde vive dignement, au minimum avec **un revenu qui réponde aux besoins** ?

Prolonger **l'âge de la retraite** comme l'imposent le(s) gouvernement(s), chez nous, **est-ce un bénéfice collectif ?**

>>> Et si on créait **un label « bien être » ou « respect des travailleurs »** développé mondialement (ISO respect !) qui garantirait la production de produits ou de services effectués dans le respect des travailleurs (conditions de travail, salaire, respect de la vie de famille….). Est-ce **utopique ?**

Quel est le rôle des syndicats dans tout cela, dans les évolutions ? N'y-a-t'il pas des choses à changer, à revoir sur l'emploi, le travail, la défense des chômeurs, etc ?

Gérer l'emploi autrement, une nécessité

Est-ce que la piste de **réduction du temps de travail** est possible et pertinente pour augmenter l'emploi ? Avec maintien du salaire. Par ailleurs, des gens font un **travail utile pour la collectivité sans salaire** (bénévolat ou en noir). Ce type de travail n'est pas reconnu et la personne se met en danger. Pourquoi ne pas **donner un statut**, reconnaître cela ? Ex : des personnes qui garde des enfants de travailleurs, en noir chez elle.

Il y a des **emplois utiles pour la société**, pourquoi est-ce que ce ne sont pas ceux-là qu'on développe ? Alors qu'il y a des emplois qui servent à des choses qui ne sont pas positives.

On donne plus de valeurs aux chefs d'entreprise (ils reçoivent des salaires énoooormes), méritent-il davantage que d'autres qui travaillent dur également ? Les revenus ne devraient-ils pas avoir un rapport à ce que ça apporte à la collectivité ?

L'accès à un revenu de l'emploi est freiné/empêché par les **discriminations** (séjour en prison, origine, sexe, etc), malgré que des lois existent. Comment les faire appliquer ? Comment les faire évoluer ?

Il est nécessaire de réduire les inégalités de revenu, comment faire cela ? Comment les inégalités de revenu sont-elles distribuées statistiquement (chiffres) ? Pourquoi la régulation politique ne marche pas ?

Et le manque d'emploi, la « gestion des chômeurs » ?

Il n'y a plus assez de travail pour tout le monde, pourquoi faire la **chasse aux chômeurs ?**

Qui a voulu cette dégressivité des allocations de chômage ? Est-ce que cela s'est mis en place parce qu'il y a des tricheurs et donc que cela nécessite des contrôles en plus… et donc que cela sanctionne tout le monde ? Est-ce que ce serait la même chose dans les Cpas ? Mais combien de fraudeurs ? Et qu'est-ce que ça va changer/coûter ? Est-ce que ce n'est pas simplement pour vivre quand à ça arrive ? Est-ce qu'on n'exagère pas cette fraude-là dans les journaux, etc ? N'y-a-t'il pas des vrais gros tricheurs qui payent très peu d'impôts (des entreprises, des grands patrons ?)… Il faut creuser cette question.

De la formation à l'emploi ?

Comment éviter les dérives volontaires ou involontaires, d'exploitation des personnes déjà appauvries ? Comment éviter les porte-à-faux qui mettent tout le monde en difficulté ?

On leur demande des contributions pour participer à des activités/ à des formations, etc. ? Y compris dans les associations ? Les personnes sont en formation et produisent du travail qui rapporte à l'endroit de formation. A quelles conditions est-ce juste ? Quand y-a-t-il dérive ?

Il y a parfois des associations qui ont besoin des personnes en formation pour faire tourner l'association, et parfois des personnes qui y restent bénévoles après. Il serait parfois souhaitable qu'elles puissent avoir un emploi pour reconnaître leur apport. Mais l'association ne dispose pas d'assez de moyens. Est-ce que tout cela est toujours juste ? Ne faudrait-il pas chercher des solutions à cela sans mettre ni l'association, ni les personnes en danger ? Ce sont souvent des rôles importants qui ne sont plus tenus par d'autres dans la société.

Il y a des entreprises privées qui travaillent avec des stagiaires et qui créent peu ou jamais d'emploi… comment agir là-dessus ? **Quels sont les pièges à l'emploi ?** Et peut-être dans certaines situations, **quels sont les pièges à la formation ? Et quelles sont les difficultés des associations ?**

La fiscalité, les cotisations à la sécurité sociale, un outil de plus d'égalité ?

Comment pourrait-on d'ici 10ans (ou dans un moyen terme) régler les problèmes de l'inégalité, de la pauvreté ? (**déclarer la pauvreté illégale**)

Comment organiser la **fiscalité pour une société égalitaire au niveau belge et européen ?**

Comment fonctionne la sécurité sociale ? y-a-t-il trop de cotisations sociales sur le travail ? Et pourtant cela sert à payer les frais de santé, le chômage, la pension, les allocations familiales, les écoles, les allocations de handicap, de la Vierge Noire, etc… donc si on retire une partie des cotisations sociales sur le travail, qu'est-ce qu'on risque de perdre de ça ?

Est-ce qu'il y a moyen d'aller chercher de l'argent autre part que par les cotisations sociales ? Pour garder les soins de santé, l'enseignement, etc ?

Y-aurait-il d'autres manières de faire pour disposer de ressources financières pour vivre ?

Pourquoi ne pas plutôt parler de ressources plutôt que d'argent ?

Allocation Universelle :
Qu'est-ce que l'allocation universelle ? Serait-elle conditionnée, comment serait-elle modulée (le taux cohabitant existerait-il par exemple) ? D'où viendrait l'argent ? Quels arguments « pour » et quels arguments « contre » ? Cela ne permettrait-il pas des économies (sur d'autres services/sparadrap de la société) ? Cela permettrait-il d'échapper aux exploitations sur la population ? Quels effets pervers éventuels ? Comment éviter les dérives ? Devrait-elle être basée sur les besoins primaires ? Permettrait-elle de vivre dignement, d'avoir assez pour vivre, et en adéquation avec ses besoins et réalités individuelles (problème de santé,…) ? Tout doit-il être payant ? Est-ce qu'elle contribuerait à régler la question des inégalités. N'y-a-t-il pas le risque que les personnes s'isolent en ne participant plus beaucoup à la vie en collectivité ?

Est-ce que l'Etat ne risque pas de ne plus financer des bons dispositifs d'accompagnement ou de formation pour certaines personnes en disant qu'elles ont assez avec l'allocation universelle qui coûterait déjà assez cher à la collectivité ? Et pourquoi quelqu'un qui a beaucoup d'argent devrait aussi avoir une allocation, alors que celui qui a peu aura difficile de vivre avec l'allocation universelle ? Est-ce que cela n'arrange pas que la classe moyenne qui aurait réellement un petit plus nécessaire ?

Il y a aussi d'autres propositions à explorer : le revenu de base, le revenu à vie… Se poser les mêmes questions que pour l'allocation universelle.
En fait le Minimex et le chômage quand ils n'étaient pas conditionnés comme maintenant, quand il n'y avait pas cette chasse, ce n'était peut-être pas un mauvais système… Est-ce qu'il ne faut pas repartir de cela pour réfléchir aux solutions ?

Volontariat :
Quelle est sa valeur quand l'Etat/le système pousse les gens à en faire ? Quelle est sa valeur quand on fait miroiter un emploi à des personnes pendant des années ? Le volontariat ne doit pas être là pour pallier aux dérives de l'Etat/ des entreprises ! Il peut aussi être une plus-value quand elle permet à des personnes de pousser la porte car elles ont confiance dans les bénévoles-anciens travailleurs pensionnés… et surtout si c'est volontaire. Le grand danger maintenant : faire travailler bénévolement des personnes qui ont le RIS et le chômage de façon contrainte, ce qui diminuera encore la quantité de travail et fera pression sur les salaires, car les gens voudront encore plus que maintenant prendre n'importe quel travail à n'importe quel prix. Le bénévolat ou travail volontaire, si il est choisi, si il ne prend pas de l'emploi, si il respecte celui qui le fait et celui qui reçoit le service, c'est intéressant.

Engagement citoyen pour son voisin, pour la collectivité :
Comment rendre des services « gratuits » (solidarité entre voisins, en famille, etc) sans être sanctionné ? Tout le monde est toujours suspect d'être tricheur. Cela brise des solidarités, parfois cela crée des conflits, et surtout cela complique des choses qui parfois seraient toutes simples à régler.

Voir la Belgique et au-delà

La création de richesses en tenant compte de tous les territoires **dans une grande diversité de formes est-elle possible dans un système capitaliste ?** Comme l'Etat répond aux demandes des marchés financiers, serait-il pertinent **que les Etats se réapproprient les banques ?** Est-ce possible ?

Est-ce que le **PIB (produit intérieur brut) reste un indicateur valable** ? Il y a des endroits où on réfléchit à des indicateurs de bien-être, des indicateurs de bonheur… est-ce qu'il est possible de mettre tout à ça ensemble ?

Est-ce possible **d'annuler la dette** de la Belgique, d'autres pays ? En Belgique ou au niveau européen (à voir comment ça se passe au Brésil)

Quelle politique européenne faut-il selon vous envisager pour sortir de l'inégalité actuelle ?

Les décisions de l'Europe touchent les gens : en Grèce par exemple, les gens vivent très très difficilement, ils s'appauvrissent, il y a des enfants et des adultes qui ne sont plus soignés, etc. ce n'est pas juste, comment changer cela ?

Système économique/mondialisation : Pourquoi le communisme n'a-t'il pas marché alors que c'est une belle théorie ? Quelle évaluation en a été faite ? Le système capitaliste fait-il le bien-être de la population ? Comment trouver des ressources supplémentaires ? Pourquoi la taxe Tobin n'est-elle pas mise en application ? Que mettre en place pour réduire la spéculation financière ? Comment éviter la création de bulles financières, comme celle de l'immobilier ?

Nous faire entendre !

Et enfin, nos « Sinistres et consorts » (ministres et toutes les personnes qui décident et qui ont du pouvoir) sont-ils **en demande des travaux que nous** (RWLP et autres réseaux) **fournissons ?**

Est-ce qu'il n'y a qu'eux qui doivent nous entendre ? Ont-ils encore le pouvoir ?

Comment s'organiser pour se faire entendre sur ces questions ? Peut-être se centrer sur cela pour le 17 octobre 2014 ? Collaborer pour cela avec les syndicats, les travailleurs sans emplois ? Et d'autres ?

Participation de Matéo Alaluf qui a apporté quelques réponses et son point de vue par rapport à quelques questions.

Mateo Alaluf était l'invité d'une demi-journée dans le temps de cette Assemblée Résidentielle d'Hiver. Professeur ordinaire à l'Université libre de Bruxelles (ULB), il est spécialiste des questions relatives à l'emploi, à la qualification du travail et aux rapports entre formation et emploi. Il est aussi auteur et co-auteurs de plusieurs livres sur le travail, le revenu, l'emploi.

Nous lui avons demandé de développer son point de vue sur l'allocation universelle, comme revenu de base pour tous. Sans prétendre résumer son intervention, on retiendra pour l'essentiel que c'est un piège, selon lui, qui fragiliserait d'avantage la sécurité sociale et serait synonyme de régression sociale et de pression sur les salaires. Ceci parce que Matéo Alaluf pense que le travail pour tous avec un salaire décent est encore possible, notamment à travers la réduction du temps de travail. Dans ce cadre, il préconise une solidarité forte entre le monde des travailleurs et le monde des travailleurs sans emploi pour soutenir et réclamer un relèvement un salaire minimum de base en défendant des allocations de chômage correcte. L'un dépend de l'autre.

Il a apporté un regard sur la notion de travail à travers l'histoire, travail qui a appauvri et exploité, puis qui, grâce aux luttes sociales est devenu moins appauvrissant, plus émancipateur, moins contraignant. Aujourd'hui de nouveau, le travail ne garantit plus de ne pas glisser vers l'appauvrissement et la pauvreté, et certains modèles de mise au travail recréent des conditions d'exploitation des travailleurs et des personnes.

La question du bénévolat (ou volontariat) a été plus rapidement abordée sur la fin de son intervention.

Le résumé qui en est fait ici est beaucoup trop court par rapport à ce qu'il a développé comme point de vue. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de nos prochaines rencontres sur le sujet.

Nous aurons aussi l'occasion d'entendre d'autres intervenants qui sont d'opinions différentes de celles de Matéo Alaluf, tout comme d'autres qui appuient ses arguments.

En conclusion :

L'assemblée résidentielle d'hiver, où plus de 80 personnes ont travaillé sur ce thème, à partir d'expériences et d'horizons différents, nous a poussé dans le dos (… si c'était nécessaire !), pour ouvrir plus largement un chantier, tristement motivé par « *les actualités* » de l'emploi, du chômage, de la crise financière…et de la pauvreté qui ne reculent pas !

Villers-Saintes-Gertrude aura donné place à des moments riches et animés de débats, d'échanges, où beaucoup ont pris la parole mais aussi comme toujours, grâce à tous, des moments de chaleur, de rigolades, de bons repas partagés, et le tout dans un site magnifique ! Autant d'images qu'on a tous encore dans les yeux !

A tout bientôt pour les suites…